



ELEMENTS D'UNE ANALYSE SUR LA CONJONCTURE POLITIQUE

Une analyse correcte de la conjoncture politique et des rapports de forces est nécessaire à la définition par le mouvement étudiant de ses axes de lutte, des objectifs précis qu'il met en avant et des formes d'action qu'il choisit. Ce texte, trop bref, n'a d'autres prétentions que de servir aux débats dans le mouvement. Ces débats sont nécessaires si le mouvement étudiant veut peser sur le rapport des forces entre la bourgeoisie et le mouvement ouvrier.

1° Les contradictions actuelles de l'impérialisme aggravent l'exploitation des travailleurs:

La guerre victorieuse des Vietnamiens, la pression des mouvements révolutionnaires du Tiers Monde obligent les grandes puissances capitalistes, et d'abord les U.S.A., à se tourner vers les régions industrialisées pour s'assurer le taux de profit maximum, les possibilités d'investissements les plus importants jointes à

une sécurité plus grande. Cette situation oblige les impérialismes secondaires, pays européens essentiellement, à aggraver leur taux d'exploitation de la classe ouvrière, à tenter la liquidation des secteurs archaïques trop coûteux, à accroître, à tous prix, leur capacité concurrentielle (développement des forces productives nécessaires à cet effet : qualification, recherche, technologie dans la stricte limite des besoins).

Le Gaullisme assume, en France, cette politique avec ses contradictions propres tenant surtout à son assise sociale.

2° La crise politique du gaullisme :

Plus qu'avant mai, le gaullisme est l'expression politique d'abord du grand capital français monopoliste, mais aussi de la bourgeoisie des petites et moyennes entreprises, des professions libérales, etc. Si la fraction — « grand capital » —, la plus

dynamique est prête à des « concessions » sur les salaires, les droits syndicaux etc. pour mieux intégrer le mouvement ouvrier, la seconde ne peut se le permettre et c'est elle, surtout, qui pratique la répression ouverte et la chasse aux militants ; c'est elle qui, représentée par des hommes comme Sanguinetti, exige un rétablissement « fascisant » de l'ordre social. Face à son affolement (crise monétaire), le gaullisme doit lui donner des garanties (répression) et la favoriser économiquement au détriment des travailleurs et même de l'expansion (austérité).

La politique gouvernementale a donc dans la période actuelle des caractères contradictoires : attaque des forces du mouvement de mai par la répression et en même temps tentatives de récupération par la participation des masses réformistes (étudiants d'abord). Les controverses C.D.R.-Edgar Faure ne sont que la traduction de ces contradictions. Mais par delà ces contradictions, la bourgeoisie garde l'appareil d'Etat et l'initiative dans presque tous les domaines.

3° Les potentialités révolutionnaires :

Dans l'austérité, l'accentuation de l'exploitation (salaires, cadences, etc.), la stagnation et même l'abaissement du pouvoir d'achat des salariés, l'insécurité de l'emploi et l'augmentation du chômage, la liquidation des petits agriculteurs (nouvelle politique agricole), voilà les conditions objectives d'une relance des luttes sociales dans les mois qui viennent ; ce qui ne veut pas dire mécaniquement : explosion sociale type mai.

Ces conditions objectives favorables ne doivent pas nous cacher les limites du mouvement qui tiennent à la ligne réformiste des organisations de lutte de la classe ouvrière et à la faiblesse politique et organisationnelle de l'avant-garde ouvrière ; nous devons tenir compte de l'état seulement embryonnaire des rapports politiques entre le mouvement ouvrier et les couches condamnées par le développement capitaliste (petits paysans en particulier) ; nous ne devons pas ignorer l'isolement du mouvement étudiant.

4° Le rapport des forces dans l'Université :

Si, avant mai, il était difficile de schématiser les forces en présence, en particulier parmi les enseignants, les choses se sont clarifiées depuis : il n'y a que deux grandes forces en présence au sein desquelles des caractérisations secondaires peuvent être faites. D'une part, les étudiants, enseignants et personnel qui ont participé au mouvement de mai au sein duquel l'extrême gauche est hégémonique dans la direction des luttes ; la masse et ce courant n'a toutefois qu'un niveau de conscience « réformiste » et fait l'objet des tentatives de récupération d'Edgar Faure et du courant réformiste politiquement (U.E.C. et P.C.F.).

D'autre part, les étudiants, les enseignants et l'administration qui acceptent la main mise du patronat sur l'Université et qui soutiennent la politique d'Edgar Faure ou constituent un groupe de pression sur sa droite, représentants à l'Université des intérêts de la grande bourgeoisie ou de la bourgeoisie fascisante.

Le rapport des forces se concrétise dans la loi Faure par le vague des projets généraux dans la ligne toutefois de Fouchet, Peyrefitte et Cie et la précision de la participation ; de même, les libertés politiques établies de fait partout où il y a lutte, la suppression en Sciences de la division licence-maîtrise, le report de la sélection (mais la tentative se retrouve dans les projets de contrôle continu des connaissances), l'augmentation d'un échelon de toutes les bourses à Montpellier et les garanties de payer au 31 janvier les bourses du 1er trimestre à St-Etienne, l'inscription des non-bacheliers à Vincennes, l'utilisation transitoire des structures de cogestion de mai pour les élections, etc., tout ceci montre que, mobilisé en masse, le mouvement étudiant peut se trouver sur des points précis dans un rapport de forces favorable constamment remis en cause dès que cesse cette mobilisation, dès que les « gauchistes » se coupent des « réformistes » (du point de vue de leur niveau de conscience), dès que le mouvement étudiant se laisse isoler des travailleurs, dès qu'il laisse un seul de ses militants exposé à la répression sans le défendre.

5° Face à la répression et aux provocations policières, amplifions les luttes étudiantes:

Dans une situation d'amplification des luttes étudiantes, devant la perspective à court terme, d'une relance des luttes sociales, le pouvoir multiplie les provocations policières (Rouen, Lyon, Lycées parisiens, Sorbonne), et s'appuie sur une campagne de presse préparée depuis l'automne pour isoler et casser le mouvement étudiant ; c'est aussi la période où débutent les élections-participation dont l'enjeu est le rétablissement de « l'ordre social ».

L'utilisation des décrets-sclérats de décembre (pouvoirs accrus aux recteurs), pour la répression universitaire, la condamnation en justice à un mois de prison ferme d'un militant U.N.E.F. de Caen, les suppressions de bourses et de sursis, telles sont les premières mesures répressives qui cherchent à briser un mouvement qui n'accepte pas de se faire intégrer.

Le Mouvement étudiant doit répondre en unifiant politiquement ses luttes autour des axes définis au Congrès de Marseille (libertés politiques et lutte contre la répression compris comme instruments de la lutte contre les mesures d'austérité et la Participaion). Il doit répondre par la transformation de ses structures en Comités d'Action-U.N.E.F. menant des luttes de masse. La mobilisation de masse et l'organisation systématique de la contre-information auprès des travailleurs établissant un rapport de forces national, permettra non seulement la mise en échec de la Loi Faure, dans une certaine mesure de l'austérité, et de la répression, mais aussi de peser réellement sur le rapport des forces entre la bourgeoisie et le mouvement ouvrier dans cette période de crise latente.

